



---

## Security Council

Open debate

### **Prévenir et lutter contre le financement du terrorisme**

Preventing and combating the financing of terrorism

New York, 28 March 2019

Déclaration prononcé par Ambassadeur Jürg Lauber,  
représentant permanent suisse

---

Monsieur le Président,

Je remercie les organisateurs pour l'opportunité offerte de s'exprimer sur le sujet important de la lutte contre le financement du terrorisme.

La lutte contre le terrorisme et notamment son financement, ainsi que la prévention de l'extrémisme violent et la radicalisation qui mène au terrorisme, sont des priorités pour la Suisse. En tant que place financière d'importance mondiale, la Suisse assume une responsabilité particulière. Son engagement a été reconnu par le Groupe d'action financière auquel elle a démontré la solidité et l'efficacité de son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La Suisse participe activement à l'évolution et à la mise en œuvre des standards internationaux en la matière.

J'aimerais souligner deux points et lancer un appel:

Premièrement, pour être efficace au niveau mondial, la lutte contre le financement du terrorisme nécessite un engagement fort de tous les Etats, en particulier au sein des fora multilatéraux spécialisés que sont le Groupe d'action financière et les groupes régionaux de type GAFI qui lui sont affiliés. La force de ces organismes – qui leur confère une efficacité incontestable – est le système d'évaluations mutuelles sur la base d'une méthodologie d'évaluation et de suivi commune, précise et transparente. Dans ce contexte, il faut veiller à ne pas dupliquer les activités d'évaluations mais les rendre complémentaires, partager leurs résultats et assurer le suivi.

Deuxièmement, bien que les législations relatives à la lutte contre le terrorisme et à son financement soient indispensables, elles ne s'attachent pas aux causes profondes qui favorisent le développement du terrorisme et qui incluent la pauvreté, les carences de gouvernance, la corruption, l'inégalité, le manque d'éducation ou l'absence de perspectives pour la population.

Les efforts pour lutter contre le terrorisme doivent donc être déployés en amont et de manière ciblée sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation qui mène au terrorisme, ainsi que sur le développement économique et la coopération internationale.

Le renforcement des normes de lutte contre le financement du terrorisme de ces dernières années, associé au système des sanctions, a provoqué dans certains cas un désengagement de la part du secteur financier, en particulier des banques internationales. L'impact de cette situation sur la capacité des organisations humanitaires à financer et mener leurs activités conformément au droit international humanitaire est considérable, en particulier dans les régions contrôlées par des groupes désignés comme terroristes. La Suisse rappelle que les activités humanitaires neutres, impartiales et indépendantes ne doivent en aucun cas être considérées comme un soutien au terrorisme.

Le désengagement du secteur financier n'affecte toutefois pas seulement les populations en besoin d'assistance humanitaire, mais aussi plus généralement le commerce international légitime et en particulier les économies fragiles des pays en voie de développement.

Pour ces raisons, la Suisse appelle la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité et ses organes subsidiaires, à veiller à ce que les mesures prises dans le cadre de la lutte antiterroriste soient les plus ciblées possibles et compatibles avec le droit international, et plus particulièrement avec le droit international humanitaire. La Suisse regrette le fait que la résolution adoptée aujourd'hui ne soit pas plus claire sur ces aspects. Il convient dès lors d'assurer que la mise en œuvre de cette résolution se fera en pleine cohérence avec le droit international humanitaire. A cet égard, la Suisse appelle les Etats à prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter des effets contre-productifs à l'encontre non seulement du travail fondamental effectué par les organisations humanitaires, mais aussi au détriment des activités économiques légitimes qui sous-tendent le développement des Etats considérés. A cet effet, la Suisse encourage les Etats et le secteur financier, ainsi que les bailleurs de fonds et les acteurs humanitaires, à renforcer le dialogue sur la gestion et le partage des risques et des responsabilités en lien avec la lutte contre le financement du terrorisme.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

I would like to thank the organisers for this opportunity to address the important topic of combating the financing of terrorism.

Combating terrorism and terrorist financing, as well as preventing violent extremism and radicalisation conducive to terrorism, are priorities for Switzerland. As a financial centre of global importance, Switzerland has a particular responsibility in this regard. The engagement shown by Switzerland has been recognised by the Financial Action Task Force to whom it has demonstrated the solidity and effectiveness of its anti-money laundering and counter-terrorism financing system. Switzerland also plays an active role in developing and implementing international standards in this field.

I would like to underline two points and make an appeal:

First, in order to be effective globally, the fight against terrorist financing requires a serious commitment on the part of all states, particularly within specialised multilateral bodies such as the Financial Action Task Force and its affiliated regional bodies.

The strength of these organisations, which is what makes them highly effective, is the system of mutual evaluations based on a common, precise and transparent assessment and monitoring methodology. In this respect, we need to be careful not to duplicate these evaluations but make them complementary, share their results and ensure follow-up.

Second, despite the fact that laws against terrorism and terrorist financing are vital, they do not address the root causes behind terrorism – such as poverty, weak governance, corruption, inequality, or a lack of education and prospects for the local population. That is why efforts to combat terrorism must be upstream and focus on preventing violent extremism and radicalisation conducive to terrorism, as well as economic development and international cooperation.

The strengthening in recent years of standards to combat terrorism financing, combined with the sanctions system, has led in some cases to disengagement on the part of the financial sector, particularly international banks. This has a considerable impact on the capacities of humanitarian organisations to fund their activities in line with international humanitarian law, particularly in regions controlled by designated terrorist groups. Switzerland recalls that humanitarian activities that are neutral, impartial and independent should never be considered as lending support to terrorism.

However, disengagement on the part of the financial sector not only affects people in need of humanitarian aid but also legitimate international trade in general, and the fragile economies of developing countries in particular.

For these reasons, Switzerland calls on the international community – including the Security Council and its subsidiary bodies – to ensure that counter-terrorism measures are as targeted as possible and in line with international law, particularly international humanitarian law. Switzerland regrets that the resolution adopted today is not more explicit concerning these aspects. It is now necessary to ensure that this resolution will be implemented in full coherence with international humanitarian law. In this regard, Switzerland calls on all Member States to take all necessary precautions to avoid that the measures are counter-productive or detrimental either to the essential work carried out by humanitarian organisations or the legitimate economic activities that drive the development of the countries considered. To this end, Switzerland encourages all states, the financial sector, donors and humanitarian actors to enhance dialogue on managing and sharing the risks and responsibilities in connection with combating terrorism financing.

Thank you.